VITRY

«INCIDENTS REGRETTABLES»?

Les fruits empoisonnés de la campagne menée par la direction du PCF pour «l'arrêt de l'immigration et une juste répartition des immigrés»

«Incidents regrettables». Il a fallu dix jours à *L'Humanité*, organe central du PCF, pour qualifier ainsi l'action de la municipalité PC de Vitry-sur-Seine contre le foyer ADEF de cette ville et les 324 immigrés maliens qui y avaient été installés quelques jours plus tôt.

Et encore cela ne vise que certains aspects seulement de cette action puisque *L'Humanité* qui n'a toujours pas dit ce qui s'est réellement passé à Vitry, consacre sur cette affaire l'essentiel de ses commentaires à soutenir ce qui l'a fondée.

Il s'agit en effet des conceptions de la direction du PCF concernant l'immigration. Elles ont été proclamées de manière ouverte en octobre-novembre 1980 à travers une déclaration du bureau politique de ce parti. Puis ce fut le discours de G. Marchais, son secrétaire général et candidat aux présidentielles, au Bourget et diverses prises de position de maires PC de la région parisienne.

(Voir à ce sujet notre édition du 27 novembre)

«Incidents regrettables». Il a fallu dix jours à *L'Humanité*... Il a fallu surtout sans aucun doute les réactions d'ampleur, qu'ont suscitées ces évènements, d'organisations et associations antiracistes comme le MRAP, dont la désapprobation n'a toujours pas été à ce jour portée à la connaissance de ses lecteurs par *L'Humanité*. Il a fallu la désapprobation d'organisations syndicales aussi et pour finir de la CGT dont le bureau confédéral a déploré les «incidents» de Vitry.

Certes les pires ennemis des travailleurs ont mêlé leur voix aux protestations, trop contents de trouver là l'occasion d'accroître le trouble et la division dans le peuple.

Eux qui sont les promoteurs du véritable racisme d'Etat qui sévit dans notre pays. Eux qui sont les promoteurs de l'arbitraire instauré pour les immigrés avec son arsenal de lois, ses expulsions, les exactions et meurtres racistes impunis, encouragés. Eux qui depuis des années distillent des idées telles que «immigrés égale chômage», «les immigrés coûtent cher en aide au détriment des Français», voire «immigration égale délinquance».

Mais ceux-là, Stoléru, la CSL... sont les voleurs qui crient au voleur, toujours prêts à faire un mauvais coup aux immigrés, aux travailleurs.

Par ailleurs, ni l'ADEF, ni les préfets, ni les hommes comme le maire de Saint-Maur ne sont au rang des amis de l'immigré.

C'est par eux qu'arrivaient jusqu'ici, arborant le plus souvent casques et matraques des défenseurs de l'ordre capitaliste, les commandos venant murer des issues de foyers immigrés, attaquer au bulldozer un bidonville, détruire les installations de tel immeuble «illégalement» occupé.

En lançant ses élus, ses militants à l'action *«pour l'arrêt de l'immigration»*, pour *«une meilleure répartition des immigrés»*, la direction du PCF les a délibérément engagés à des actes de ce genre dont la cible est bel et bien les immigrés eux-mêmes.

Dès l'instant qu'on part du point de vue qu'il y a trop d'immigrés ici ou là et qu'on s'engage à user du pouvoir (municipal en l'occurence) dont on dispose pour que cela change, on a beau dire que c'est la droite qu'on vise, ce sont les immigrés qui prennent les coups!

Les difficultés s'accroissent dans les banlieues ouvrières? Cela est parfaitement vrai. Est-ce parce qu'il y a trop d'immigrés dans les quartiers, les écoles, ou qui ont besoin d'aide? C'est parfaitement faux.

C'est parce qu'il y a de plus en plus de chômage, c'est parce qu'il y a dégradation du pouvoir d'achat, c'est parce qu'il y a de plus en plus insécurité du lendemain, pour tous les travailleurs ; et cela est le fait de la classe bourgeoise, du patronat et de son pouvoir.

La moindre équivoque à ce sujet est la porte ouverte aux discriminations et à la division dans le peuple. En mettant à part les immigrés, en fondant par leurs positions des actions comme celle de la municipalité de Vitry, les dirigeants du PCF ajoutent leur pierre au ghetto : ils contribuent à rejeter les immigrés hors des rangs de la classe ouvrière.

Rejetés : après le coup de Vitry, c'est ce que ressentent nombre d'immigrés. Ils savaient l'être, comme des parias, par le gouvernement, le patronat, en marge de la société, sans droit : premiers frappés par la crise, premiers frappés par les lois... Ils sentent l'être maintenant par ceux-là même qui se déclarent être les défenseurs de la classe ouvrière, qui sont en tout cas largement influents dans cette classe.

C'est ce qu'exprime, avec quelle amertume, l'hebdomadaire immigré *Sans Frontières* qui écrit : *«L'affaire de Vitry est un révélateur, un miroir de la France à l'aube des années de crise. C'est la défaite d'un certain espoir que nous avons cru pouvoir partager avec des couches de ce peuple. C'est l'ère du désarroi qui commence»*.

Au total, ces «incidents» de Vitry sont la conséquence parfaitement logique d'une ligne politique. Pour qu'il n'y en ait plus d'autres du genre à regretter, c'est cette politique qu'il faut rejeter : c'est vital pour l'unité de la classe ouvrière, arme absolument décisive face au patronat et au gouvernement.

Gilles Carpentier

LES REACTIONS

Le MRAP désapprouve :

«Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) est vivement préoccupé par les incidents consécutifs au transport de 300 Maliens de Saint-Maur à Vitry-sur-Seine.

«Il exprime sa solidarité à ces travailleurs comme à tous les immigrés qui occupent une place importante dans l'économie française, notamment dans la construction de logements dont ils sont le plus souvent exclus par la volonté des Pouvoirs Publics et des organismes patronaux.

«Le MRAP rappelle que, comme dans tous les domaines de la vie sociale, c'est ensemble que Français et immigrés doivent agir dans leur intérêt commun pour mettre fin à la ségrégation de l'habitat et assurer à tous des conditions de vie satisfaisantes. Aussi le MRAP désapprouve-t-il des actions comme celles dirigées contre le foyer de Vitry qui ne peuvent que contribuer à opposer Français et immigrés et risquent d'accentuer les incompréhensions réciproques.» (...)

Communiqué du 29 décembre 1980 :

Le comité de Vitry du MRAP *«dénonce l'attitude de l'ADEF, de la municipalité de St-Maur et du Préfet qui se déchargent de leurs responsabilités, de la municipalité de Vitry et du parti communiste qui, au mépris de la sécurité et de la dignité des résidents, ont cautionné des actes de vandalisme» (...)*

J. P. Bobichon, secrétaire général de l'URP-CFDT : *«Le PCF prend la responsabilité d'opposer les travailleurs français aux travailleurs immigrés avec pour ceux-ci des conséquences graves d'intolérance et un risque d'accentuation d'actes racistes» (...)*. Il rappelle par ailleurs les responsabilités écrasantes des pouvoirs publics.

Bouakra Hassan, membre du comité fédéral parisien du PCF, dans sa lettre de démission du PCF publiée par *Sans Frontières* :

(...) «J'ai adhéré au Parti communiste en 1969, pour mes frères, j'étais Hassan, le «communiste». (...)«Je me posais des questions, pourquoi les immigrés ne restaient-ils pas au Parti? Ils faisaient dans leur grande majorité trois petits tours et puis s'en vont.

«Et puis les choses sont allées très vite.

«Première étape, Nanterre, la Cité Doucet, cité de transit, des gens qui habitent Nanterre depuis 18 ans, on refuse de les reloger sur la ville même, ce qui était leur vœu et il y avait des logements, la municipalité fait signer une pétition demandant que ces immigrés soient logés ailleurs qu'à Nanterre.»

(...) «Ce qui s'est passé à Vitry est grave, ce qui s'est passé à Nanterre est grave, après et pendant la campange du pouvoir sur le pétrole et les Arabes, le chômage et les immigrés, voilà maintenant le «trop plein» des immigrés dans les municipalités communistes. Vous le savez, la crise du capitalisme nourrit le racisme.

«Les immigrés n'avaient pas fini de balayer les débris de l'attentat fasciste de la rue Copernic que le Parti prenait la responsabilité de lancer la campagne sur «le trop plein» des immigrés dans les municipalités communistes.

«Lundi matin, en prenant le travail, mon ami italien avec qui je discutais depuis longtemps pour qu'il adhère au parti me dit «T'as vu ce qu'ont fait les communistes, si j'étais communiste j'aurais honte». C'est la première fois, en effet, que j'ai eu honte!».

Le bureau confédéral de la CGT *«condamne fermement l'opération de déménagement clandestin dont sont responsables à la fois l'ADEF, le préfet du Val-de-Marne, la municipalité de Saint-Maur et le pouvoir giscardien. Il déplore les incidents de Vitry parce qu'ils risquent d'être utilisés pour opposer Français et immigrés»*.

LES FAITS

Le dimanche 21 décembre, plus de 300 travailleurs maliens sont transférés en car du foyer totalement vétuste qu'ils habitaient à St Maur-des-Fossés, Banlieue sud-est de Paris, à Vitry (banlieue sud). Ils n'en sont pas mécontents.

L'opération est faite dans la matinée (de 8 heures à midi) à l'initiative de l'ADEF, association qui gère des foyers, dont celui de Vitry, d'où elle a fait expulser en avril dernier les occupants (également immigrés : c'était réponse à la grève des loyers qu'ils avaient menée).

Initiative prise en accord avec la municipalité de StMaur et les autorités préfectorales, pas avec la municipalité de Vitry qui, pour cause de «plus juste répartition» ne veut pas que ce foyer soit à nouveau occupé par des immigrés. Au courant du projet de l'ADEF, elle avait fait connaître son désaccord.

Le 24 décembre après midi, un groupe (dont le maire) accompagné d'un bulldozer intervient au foyer : en quelques minutes, câbles électriques, conduites d'eau et de gaz sont coupés, escaliers extérieurs démolis, issues bloquées par des tas de terre amassés à l'aide du bulldozer. Des centaines de clés sont emportées.

Eau, gaz et électricité seront rétablis en fin de journée; il faudra bien plus longtemps pour rétablir le chauffage.

Le matin même, le maire avait pris «un arrêté d'interdiction d'habiter» d'où les «mesures conservatoires» prises l'après midi (selon un communiqué du maire).

Le 26, Le Travailleur, journal de la fédération du Val-de-Marne du PCF, rend compte de l'opération. photo du bulldozer à l'action a l'appui.

A noter, que L'Humanité du 3 janvier qui parle d'incidents regrettables, les présente comme survenus «au cours d'une manifestation». Voilà qui manifeste bien peu la vérité?

Quant à l'ADEF, que de nombreux immigrés ont trouvé face à eux à diverses occasions, prête à user de tous les moyens, y compris la force, pour faire règner sa loi et imposer ses loyers, on ne saurait la créditer de la moindre bonté d'âme. Les foyers qu'elle gère, comme celui de Vitry sont construits ou acquis avec les fonds du FAS, c'est-à-dire l'argent des immigrés, et elle ne se soucie guère de confort ou de sécurité. Témoin, le foyer de St Maur, il semblerait d'ailleurs qu'une route doive être construite sur le terrain occupé par ce foyer, opération dont on peut être sûr que l'ADEF ne sortira pas perdante et sans laquelle les travailleurs maliens auraient peut être pu «profiter» encore un peu de ce taudis.

LES 5 POINTS D'IVRY

Il y a des années et des années que des millions d'immigrés vivent en France, et ce n'est pas dans les quartiers bourgeois ou les zones résidentielles, mais bien sûr dans les quartiers populaires, après les bidonvilles au delà même des cités.

Mais, du fait du chômage, de la détérioration générale de la situation pour les travailleurs, la concurrence dans laquelle ils se trouvent placés face à la classe de leurs exploiteurs se trouve aiguisée, et sur tous les plans. Patronat et gouvernement savent très bien jouer de cette concurrence pour attiser toutes les divisions possibles, réduire les droits des uns, puis des autres, de tous...

Il n'est alors rien de plus important que de combattre pied à pied ces divisions, de lutter pour l'égalité des droits. C'est une lutte de tous les instants, sous peine de voir une catégorie dressée contre l'autre et les travailleurs ainsi de plus en plus affaiblis face aux coups qui leur sont portés.

C'est le seul point de vue conforme aux intérêts de la classe ouvrière de tous les travailleurs.

Ce n'est pas celui qui a guidé la municipalité, également PC, d'Ivry ville voisine de Vitry, dont voici les 5 mesures préconisées pour les immigrés :

1— ne plus attribuer de logement HLM à des familles immigrés (y compris par le biais du 1% patronal et des réservations préfectorales),

2— créer des classes réservées aux enfants d'immigrés,

3— n'embaucher comme personnel communal que du personnel de nationalité française,

4— établir un quota de 15% d'enfants étrangers pour les colonies de vacances,

5— Pour l'attribution des aides, prendre en compte dans le calcul du revenu de la famille 1 salaire et demi (au lieu de 2) quand la mère travaille de façon à ce qu'un plus grand nombre de familles françaises (où il est plus fréquent que la femme travaille) bénéfice de l'action sociale.